ARNAUD FRIPPIAT,

DIRECTEUR DISTRIBUTION PUBLIC
& SOCIAL BANKING DE BELFIUS

« LA CRISE COVID POURRAIT ÊTRE UN RAPPEL À L'ORDRE VERS PLUS D'ÉQUILIBRE »

Alain DEPRET,
Secrétaire de rédaction

L'invité du mois du *Mouvement communal* est Arnaud Frippiat, Directeur Distribution Public & Social Banking de Belfius. Celui-ci vient en effet de succéder à Jean-Marie Bréban à la direction wallonne, tout en restant son directeur national. L'occasion était donc belle de revenir avec lui sur certains sujets importants pour la banque et les pouvoirs locaux : la crise Covid, le dossier pensions ou l'impact du taux négatif sur les services rendus aux villes et communes, entre autres. Arnaud Frippiat nous a répondu avec sa verve habituelle, tout en restant confiant en l'avenir. La crise Covid pourrait ainsi, à ses yeux, constituer une belle opportunité pour celui qui aspire à plus d'équilibre.

Monsieur Frippiat, une petite présentation s'impose d'emblée…

J'ai 47 ans et je travaille depuis 1999 dans différentes fonctions au Crédit communal, devenu ensuite Dexia, puis Belfius. J'ai d'abord été juriste dans la division commerciale *retail* de la banque pendant sept ans avant d'être nommé Senior Executive et d'exercer, à partir d'octobre 2006, une fonction de responsable commercial pour le réseau d'agences à Bruxelles, en Brabant flamand et dans les provinces de Flandre orientale et occidentale. J'ai ensuite rejoint l'activité « secteur public » dans la division « Public finances » le 1er février 2011, en qualité de directeur régional pour la région de Bruxelles-Capitale durant environ quatre ans, avant de succéder à Éric Van Cappellen à la tête de la division « Distribution public & Social banking » de la banque jusqu'en février 2017. J'ai ensuite rejoint les équipes du marketing « Public & Corporate banking » pendant deux ans. Puis, j'ai dirigé le « Marketing retail & commercial » durant environ deux ans, avant de revenir à la division « Public & Social banking » de la banque.

Vous êtes donc à la fois directeur régional et national…

Le comité de direction de la banque m'a en effet demandé d'assumer les deux responsabilités.

Je suis directeur de la division pour l'ensemble du pays et je cumule cette responsabilité avec la direction régionale pour la Wallonie. À ce titre, je remplace effectivement Jean-Marie Bréban, qui a quitté la banque il y a quelques mois maintenant.

Le service rendu au service public reste-t-il néanmoins le même ?

Oui, car cela fait partie de notre activité historique, de nos racines et il est absolument dans les intentions de la banque

de continuer cette mission. Dans notre plan stratégique, en tant que bancassureur 100 % belge, nous supportons tous les segments de l'économie belge, mais l'engagement vis-à-vis du secteur public, et de la fonction publique dans son ensemble, reste absolument intact. L'ensemble des équipes est d'une énorme stabilité et les équipes, qui sont connues de tous, restent en place.

Pouvez-vous nous rappeler quels sont les services destinés aux villes et communes ?

Nous sommes présents à chaque instant pour aider les villes et communes à mener à bien leurs propres projets. C'est la mission numéro un. À travers notre engagement vis-à-vis d'elles, nous portons aussi vers le citoyen l'engagement d'une société juste et efficace. Nous apportons des solutions quotidiennes de gestion des liquidités et de paiements, mais aussi des placements et crédits à court, moyen et long terme et des avances de trésorerie. Nous apportons aussi des solutions plus ciblées dans le cadre de projets immobiliers ou, pour les plus grandes entités, des programmes de financement alternatif via l'émission d'obligations. Nous offrons également l'accessibilité à notre plate-forme « Belfius Web », qui reste l'outil de gestion quotidienne par excellence. En outre, nous proposons, à l'attention des CPAS, une gamme de produits sociaux qui leur permet de faciliter l'exercice de leurs missions d'action sociale.

Le pouvoir local vous semble donc plus important que jamais…

J'ai un profond respect pour tout ce qui est fait au niveau local pour la société dans son ensemble, et pour les citoyens en particulier. Je pense que l'importance du rôle que jouent une ville, une commune, son administration et ses mandataires pour le bien-être de sa population reste trop méconnue du grand public et du citoyen, hélas. Je crois pourtant que sans les pouvoirs locaux, la vie sociale serait tout à fait différente.

Comment Belfius traverse-t-elle la crise sanitaire, sociale et économique actuelle ?

Belfius est en bonne santé. Nous avons un plan stratégique clair, à l'horizon 2025, nommé « Inspire 2025 ». Ce plan est ambitieux et il couvre l'ensemble des segments segments de l'économie belge, tant celui du secteur public que celui des petites, moyennes et grandes entreprises. Plus que jamais, il est important que la banque se positionne aussi comme incontournable pour les investisseurs et les particuliers. Et cela, même si on doit travailler dans des conditions qui sont tout à fait particulières et historiques. La crise sanitaire est un élément extrêmement perturbant au quotidien, tout comme l'environnement de taux négatifs.

Vous pouvez nous en dire plus à ce sujet ?

La situation sur les marchés financiers en termes de taux d'intérêt, et la politique monétaire de la Banque centrale européenne destinée à soutenir l'économie, font que l'on doit travailler dans un environnement de taux négatifs. C'est évidemment un changement de paradigme pour tout le monde, et pour chaque catégorie de clients. Cela dure et c'est prévu pour durer. C'est donc un sujet qui concerne l'ensemble des acteurs économiques, et pas seulement les banques. Le but premier de la démarche est de soutenir l'économie en permettant à l'ensemble des acteurs économiques de financer des investissements à des conditions favorables. Plus les taux de référence diminuent et plus ils évoluent vers un territoire négatif, plus le coût du financement à long terme se réduit, c'est logique.

En corollaire, le placement à très court terme devient, lui aussi, générateur de taux d'intérêt créditeurs négatifs…

En effet, et en pure orthodoxie financière, le premier euro posé sur un compte à vue ou sur un carnet de dépôt devrait être assorti d'un taux d'intérêt négatif. S'ajoute à ceci, le fait que les banques, de façon réglementaire, doivent déposer leurs excédents de cash tous les jours à la Banque centrale européenne, sur lesquels elles payent aussi ce taux d'intérêt.

Que faites-vous, dès lors, pour régler ce problème de placement à court terme ?

On immunise une partie des encours pour les pouvoirs locaux, aussi bien en compte à vue qu'en carnet de dépôt, pour les protéger en quelque sorte de l'impact des taux négatifs. On tient compte de tous les éléments disponibles pour trouver un équilibre entre la pérennité de l'activité de la banque et la pérennité du fonctionnement des pouvoirs locaux, tout en tenant compte des conditions de marché. On ne fait pas cela de gaieté de cœur.

C'est-à-dire ?

Si on veut pérenniser notre engagement vis-à-vis du secteur public et du « social profit » dans son ensemble, on doit tenir compte de cette réalité économique. Ne pas tenir compte de cet environnement serait une erreur majeure de la part d'une entreprise comme la nôtre, une erreur de gestion tout simplement. Il y a donc un seuil d'immunité pour lequel on applique un taux zéro. Et donc, certains pouvoirs locaux sont susceptibles de payer un intérêt négatif sur les encours en comptes à vue et carnets de dépôt. Mais ce mode de fonctionnement se confronte à l'inconscient collectif qui veut que l'argent, même à court terme, doit rapporter un petit peu. Nous en sommes conscients, et c'est donc un débat sensible.

Le sujet des pensions locales doit beaucoup intéresser Belfius, tout comme les villes et communes. Quel est votre avis à ce sujet ?

C'est un dossier extrêmement important et complexe pour les pouvoirs locaux. Des solutions existent au sein de notre gamme. Ce dossier est d'autant plus sensible que les taux d'intérêt très bas compliquent encore sa gestion. Donc, effectivement, c'est un dossier crucial, un dossier très important, très actuel, sans doute plus que jamais, pour les décideurs politiques wallons.

La crise Covid a dû beaucoup changer votre manière de travailler. Votre façon de communiquer reste-t-elle cependant la même ?

Nos chargés de relations continuent d'avoir des contacts extrêmement fréquents avec les pouvoirs locaux. Évidemment, crise sanitaire oblige, nous avons revu notre manière de fonctionner. Mais nous sommes présents et nous sommes disponibles en permanence. En termes de disponibilité et d'engagement vis-à-vis de nos clients, je pense que l'on a fait ce que les pouvoirs locaux attendent de nous. En tout cas, nous continuons dans cet esprit et dans l'engagement historique qui est le nôtre. On continue de faire tout ce qu'on a toujours fait pour eux, même si c'est probablement un peu moins fluide que d'habitude.

Êtes-vous néanmoins confiant en l'avenir ?

La situation reviendra forcément à plus de normalité. La seule ambition que l'on peut avoir dans la gestion de cette sortie de crise, c'est que l'on en tire tous les éléments positifs, notamment en retrouvant un meilleur équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée. On peut aussi retenir les bienfaits de la moindre mobilité liée au télétravail. De plus, quel va être l'impact de tout ceci sur le commerce local ? Je me plais à espérer que cette crise sanitaire pourrait, là aussi, amener un certain équilibre entre les grands acteurs du commerce mondial digital et les commerces et services de proximité. Cette crise, c'est peut-être une sorte de rappel à l'ordre, afin que l'humain aspire à plus d'équilibre.